

Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme
et des installations classées
Références : VM

**Arrêté préfectoral
fixant des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter
de la SAS ABATTOIRS DES CRÊTS à BOURG-EN-BRESSE**

**La préfète de l'Ain
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2210 « abattage d'animaux » ;
- VU l'arrêté cadre "sécheresse" du 29 mars 2022 fixant le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse dans le département de l'Ain hors axe Saône, en particulier son article 6 et son annexe 6 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 16 juin 2004 autorisant la SAS ABATTOIRS DES CRÊTS à exploiter un abattoir de porcs et une installation de transformation de produits carnés à BOURG-EN-BRESSE – 3 rue Joseph Jacquard ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 juin 2022 fixant des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter de la SAS ABATTOIRS DES CRÊTS à BOURG-EN-BRESSE ;
- VU le dossier de demande d'adaptation aux mesures de restriction des usages de l'eau en cas de sécheresse, transmis le 1^{er} août 2022 par la SAS ABATTOIRS DES CRÊTS ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur de l'environnement en date du 18 août 2022 ;
- VU la notification à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
- VU l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les travaux d'aménagement et de rénovation réalisés depuis 2018 par la SAS ABATTOIRS DES CRÊTS ont permis de réduire la consommation d'eau sur son site, malgré une augmentation du volume d'abattage ;

CONSIDERANT que les mesures mises en place par l'exploitant, pour éviter tout gaspillage d'eau, font partie des meilleures techniques disponibles pour l'activité d'abattage ;

CONSIDERANT que l'exploitant propose pour les différents seuils d'alerte renforcée ou de crise en cas de sécheresse, une consommation journalière en débit de pointe inférieure à 100 m³/j pour les eaux de forage et 350 m³/j pour l'eau AEP ;

CONSIDERANT par conséquent qu'il convient de fixer des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral du 16 juin 2004 modifié susvisé, relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 juin 2022 susvisé, relatives à la SAS ABATTOIRS DES CRÊTS pour son établissement situé 3 rue Joseph Jacquard à BOURG-EN-BRESSE, sont complétées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 : ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS SUR LES PRÉLÈVEMENTS D'EAU EN CAS DE SÉCHERESSE

Le chapitre 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 juin 2022 susvisé est complété par l'article 3.1.7 suivant :

"ARTICLE 3.1.7 : Adaptation des prescriptions sur les prélèvements d'eau en cas de sécheresse

En période de sécheresse, l'exploitant prend des mesures de restriction d'usage permettant :

- de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels,
- d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ;
- d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'auto surveillance ;
- de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine.

Si, à quelle échéance que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

L'exploitant met en œuvre les mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau ainsi qu'à la limitation des rejets polluants et à leur surveillance renforcée, suivant les dispositions ci-après, lorsque, dans la zone d'alerte où il est implanté, un arrêté constate le franchissement des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise.

Outre les mesures génériques (arrosage, fontaines, sensibilisation), il met en place les mesures suivantes :

Origine de la ressource	Nature des mesures	Vigilance	Alerte (plan économie niveau 1)	Alerte renforcée (plan économie niveau 2)	Crise (plan économie niveau 3)
Réseau public et forages	Sensibilisation	Le personnel est informé du seuil de sécheresse et est sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux			
			Des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvements d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau ainsi que la nécessité d'économiser la ressource		
	Prélèvements en eau		<ul style="list-style-type: none"> - renforcement du suivi des consommations : enregistrement hebdomadaire - Les tests à l'eau sont limités aux conditions l'exigeant réglementairement ou pour des raisons de sécurité 	<ul style="list-style-type: none"> - la consommation journalière en débit de pointe est inférieure à 100m³/j pour les eaux de forage et 350m³/j pour l'eau AEP - renforcement du suivi des consommations : enregistrement quotidien - Les tests à l'eau sont limités aux conditions l'exigeant réglementairement ou pour des raisons de sécurité 	

Les mesures **non chiffrées** de l'arrêté cadre "sécheresse" du 29 mars 2022 s'appliquent : report des opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées, sensibilisation, recherche des fuites, registres de consommation d'eau hebdomadaire ou quotidien selon le niveau d'alerte...

Un document spécifique argumenté comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures mises en place, économies d'eau réalisées, mise en œuvre des meilleures techniques disponibles, respect d'une valeur de consommation spécifique, etc.) est tenu à disposition de l'inspection des installations classées, en cas de contrôle".

ARTICLE 3 : FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4 :

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera :

- affiché à la porte principale de la mairie de BOURG-EN-BRESSE pendant une durée d'un mois. Un procès-verbal attestant de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire au préfet. Le présent arrêté sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à disposition du public.

- publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon (www.telerecours.fr) :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de l'affichage ou de la publication du présent arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

ARTICLE 6 :

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- à la SAS ABATTOIRS DES CRÊTS – 3 rue Joseph Jacquard – 01000 BOURG-EN-BRESSE,
 - et dont copie sera adressée :
- au maire de Bourg-en-Bresse,
- au directeur départemental de la protection des populations de l'Ain – Inspection des installations classées.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 21 septembre 2022

La préfète,
Pour la préfète et par délégation,
La directrice des collectivités
et de l'appui territorial par intérim,



Eline FONTENIAUD